Quatrième Réunion
Genève, 10-14 décembre 2007
Point 8 de l'ordre du jour
Rapport du Président et des États parties sur
les activités de promotion de l'universalisation

**RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LES ACTIVITÉS DE PROMOTION
DE L'UNIVERSALISATION**

Texte soumis par le Président

Résumé

La sixième Conférence d'examen a décidé que le Président des réunions annuelles des États parties présenterait un rapport annuel sur les activités de promotion de l'universalisation (BWC/CONF.VI/6, troisième partie, par. 11 b)). Le présent rapport donne un aperçu des résultats obtenus jusqu'ici grâce aux activités de promotion de l'universalisation de la Convention menées par le Président et l'Unité d'appui à l'application. Il comprend aussi des informations émanant des États parties dans le cas où elles ont été communiquées au Président ou à l'Unité d'appui à l'application. La Convention compte actuellement 159 États parties, 15 signataires et 21 États qui n'ont ni signé ni ratifié cet instrument. Au total, 36 États ne sont pas parties à la Convention. Il ressort des informations reçues que le processus de ratification est bien avancé dans cinq d'entre eux et en est à sa phase initiale dans huit autres.

I. Aperçu

1. Les quatre États ci-après ont ratifié la Convention ou y ont adhéré depuis la sixième Conférence d'examen: Gabon, Kazakhstan, Monténégro et Trinité-et-Tobago. Le nombre d'États parties s'établit ainsi à 159. Le présent rapport indique ce que l'on sait des 36 autres États (dont 15 sont signataires) sur la base des éléments suivants:

- i) Réponses aux lettres que le Président a adressées aux ministres des affaires étrangères des États non parties;
- ii) Rencontres à Genève et New York entre le Président et les représentants permanents ou autres agents des États non parties;
- iii) Une visite que l'Unité d'appui à l'application a effectuée à La Haye en novembre 2007 pour rencontrer les représentants des autorités nationales pour la Convention sur les armes chimiques de 29 États qui sont parties à cet instrument, mais pas à la Convention sur les armes biologiques (voir la liste dans l'annexe);
- iv) Informations communiquées au Président ou à l'Unité d'appui à l'application par les États parties.

2. Dans le tableau ci-après, les États non parties sont énumérés par région géographique:

Région géographique	États non parties à la Convention	Total
Asie et Pacifique	Émirats arabes unis, Îles Cook, Îles Marshall, Israël, Kiribati, Micronésie, Myanmar, Nauru, Népal, Nioué, République arabe syrienne, Samoa, Tuvalu	13
Amérique latine et Caraïbes	Guyana, Haïti	2
Afrique	Angola, Burundi, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Érythrée, Guinée, Libéria, Madagascar, Malawi, Mauritanie, Mozambique, Namibie, République centrafricaine, Somalie, République-Unie de Tanzanie, Tchad, Zambie	20
Europe	Andorre	1

3. Dans le tableau ci-après, les États non parties sont classés en fonction de leur état d'avancement vers la ratification ou l'adhésion:

État d'avancement	États non parties à la Convention	Total
Processus d'adhésion ou de ratification bien avancé	Burundi, Comores, Madagascar, Mozambique, Myanmar	5
Processus d'adhésion ou de ratification engagé	Cameroun, Côte d'Ivoire, Émirats arabes unis, Guinée, Namibie, Népal, République-Unie de Tanzanie, Zambie	8
Attente d'informations complémentaires ou d'assistance, etc.	Andorre, Angola, Îles Cook, Guyana, Libéria, Malawi, Îles Marshall, Micronésie, Nauru, Nioué, République centrafricaine, Tchad	12
Aucune mesure envisagée dans un proche avenir	Égypte, Israël, République arabe syrienne	3
Aucune information ou observation reçue	Djibouti, Érythrée, Haïti, Kiribati, Mauritanie, Samoa, Somalie, Tuvalu	8

II. Signataires

4. Le Président a écrit le 29 octobre 2007 aux ministres des affaires étrangères de tous les États signataires pour les encourager à ratifier la Convention et pour les informer des faits récents concernant cet instrument.

Burundi

5. Le Burundi a participé au séminaire régional organisé pour l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est dans le cadre de l'Action commune de l'UE (Nairobi, 21 et 22 juin 2006).

Un représentant du Ministère des affaires étrangères a fait savoir au Président, en octobre 2007, que le Burundi avait achevé ses procédures internes pour devenir partie à la Convention et que l'instrument requis était en cours d'élaboration.

République centrafricaine

6. La République centrafricaine a participé au séminaire régional organisé pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale dans le cadre de l'Action commune de l'UE (Dakar, 17 et 18 avril 2007). À cette occasion, un représentant centrafricain a indiqué que la République centrafricaine avait besoin d'un appui et d'une assistance pour ratifier la Convention.

Côte d'Ivoire

7. La Côte d'Ivoire a participé au séminaire régional organisé pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale dans le cadre de l'Action commune de l'UE (Dakar, 17 et 18 avril 2007). À cette occasion, un représentant ivoirien a expliqué que le pouvoir exécutif avait achevé sa part du processus de ratification, mais qu'aucun progrès n'avait été réalisé au Parlement en raison d'une crise politique intérieure. Un représentant ivoirien a rencontré l'Unité d'appui à

l'application en marge d'une réunion de l'OIAC, tenue à La Haye le 2 novembre 2007 et a indiqué que le processus de ratification avait été engagé. Le 6 novembre 2007, un représentant ivoirien a rencontré le Président et l'Unité d'appui à l'application et a demandé des renseignements complémentaires sur le type d'assistance dont son pays pourrait bénéficier pour adhérer à la Convention.

Égypte

8. Le 31 octobre 2007, un représentant de l'Égypte a rencontré le Président et a dit que son pays appuyait les objectifs de la Convention mais n'était pas en mesure de la ratifier immédiatement en raison d'autres considérations relatives à la sécurité régionale. Le 6 novembre 2007, un autre représentant de l'Égypte a rencontré le Président et l'Unité d'appui à l'application et a indiqué que la position officielle de son pays était de ne pas devenir partie à un quelconque nouvel accord international de désarmement juridiquement contraignant tant que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ne serait pas devenu universel.

Guyana

9. Le 31 octobre 2007, un représentant du Guyana a rencontré le Président à New York et a demandé des informations sur les réserves concernant la Convention et la correspondance qui avait été échangée jusque-là sur la question. Ces informations ont été fournies par l'Unité d'appui à l'application; aucune autre information n'a été reçue.

Haïti

10. Aucune observation venant d'Haïti ou information sur ce pays n'a encore été reçue.

Libéria

11. Le Libéria a participé au séminaire régional organisé pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale dans le cadre de l'Action commune de l'UE (Dakar, 17 et 18 avril 2007). À cette occasion, un représentant de ce pays a dit que le Libéria ne ménagerait pas ses efforts pour ratifier la Convention. Le 31 octobre 2007, un représentant du Libéria a rencontré le Président à New York et a indiqué qu'il communiquerait aux autorités de son pays son «analyse positive» de la nécessité pour le Libéria de ratifier la Convention.

Madagascar

12. Madagascar a participé au séminaire régional organisé pour l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est dans le cadre de l'Action commune de l'UE (Nairobi, 21 et 22 juin 2006). Un représentant de Madagascar a indiqué à cette occasion que le processus de ratification avait commencé et pourrait être achevé dans le courant de l'année suivante. Le 2 novembre 2007, des représentants de Madagascar ont rencontré l'Unité d'appui à l'application en marge d'une réunion de l'OIAC tenue à La Haye et ont dit que la législation nationale requise pour ratifier la Convention devait être examinée à l'Assemblée nationale pendant la première semaine de novembre. Si cette législation était adoptée, il faudrait alors rédiger un instrument de ratification. Le 6 novembre 2007, un autre représentant de Madagascar a rencontré le Président et l'Unité d'appui à l'application et a fait savoir que des informations sur la Convention avaient été transmises aux autorités de son pays.

Malawi

13. Le Malawi a participé au séminaire régional organisé pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale dans le cadre de l'Action commune de l'UE (Dakar, 17 et 18 avril 2007). Le 2 novembre 2007, des représentants du Malawi ont rencontré l'Unité d'appui à l'application en marge d'une réunion de l'OIAC tenue à La Haye et ont indiqué que tant les décideurs que les législateurs étaient déjà convenus que le Malawi devait devenir partie à la Convention, mais qu'il restait un certain nombre de questions pratiques à régler. Ils ont aussi demandé si le Malawi pourrait recevoir une assistance (à la fois administrative et financière) pour adhérer à la Convention. Des représentants du Malawi ont participé à un séminaire sur la Convention qui était organisé à Nairobi les 15 et 16 novembre 2007 par le BioWeapons Prevention Project (BWPP) et financé par la Suède.

Myanmar

14. Le Myanmar a participé au séminaire régional organisé pour l'Asie et les îles du Pacifique dans le cadre de l'Action commune de l'UE (Bangkok, 8 et 9 novembre 2006). Un représentant de ce pays a indiqué à cette occasion que les préparatifs de ratification de la Convention avaient commencé et a demandé si une législation type était disponible. Le 31 octobre 2007, un représentant du Myanmar a rencontré le Président à New York et a dit que son pays avait engagé le processus de ratification de la Convention. Les procédures internes requises avaient été achevées et la question était alors soumise «au plus haut niveau» pour examen et approbation. Le 6 novembre 2007, un autre représentant du Myanmar a rencontré le Président et l'Unité d'appui à l'application et a confirmé que la question de l'adhésion au régime établi par la Convention était alors à l'examen au plus haut niveau politique.

Népal

15. Le Népal a participé au séminaire régional organisé pour l'Asie et les îles du Pacifique dans le cadre de l'Action commune de l'UE (Bangkok, 8 et 9 novembre 2006). Un représentant de ce pays a indiqué à cette occasion qu'aucun processus de ratification n'était alors en cours et a ajouté qu'un projet de loi relatif à l'adhésion devrait être soumis au Parlement pour approbation. Le 6 novembre 2007, un représentant du Népal a rencontré le Président et l'Unité d'appui à l'application et a dit que le processus d'adhésion à la Convention avait commencé: c'était seulement une question de priorités et de ressources.

Somalie

16. Aucune observation venant de Somalie ou observation à propos de ce pays n'a encore été reçue.

République arabe syrienne

17. Le 31 octobre 2007, un représentant de la République arabe syrienne a rencontré le Président à New York et a indiqué que la question de ratification de la Convention était liée à d'autres considérations relatives à la sécurité régionale.

Émirats arabes unis

18. Le 31 octobre 2007, un représentant des Émirats arabes unis a rencontré le Président à New York et a fait observer que la ratification de la Convention n'était pas liée à d'autres questions de sécurité régionale et que le processus de ratification était en cours. Ce représentant a ajouté que la tâche consistant à apporter les modifications nécessaires à la législation tant au niveau fédéral qu'au niveau de l'État était complexe et que la ratification pourrait donc prendre un certain temps. Le 6 novembre 2007, un représentant des Émirats arabes unis a rencontré le Président et l'Unité d'appui à l'application et a dit que la question de la ratification était examinée par les autorités de son pays. Le 22 novembre, la Mission permanente des Émirats arabes unis à Genève a indiqué, par une note verbale adressée à l'Unité d'appui à l'application, que «le Gouvernement des Émirats arabes unis avait engagé le processus de ratification de la Convention sur les armes biologiques».

République-Unie de Tanzanie

19. La République-Unie de Tanzanie a participé au séminaire régional organisé pour l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est dans le cadre de l'Action commune de l'UE (Nairobi, 21 et 22 juin 2006). Le 2 novembre 2007, un représentant de ce pays a rencontré l'Unité d'appui à l'application en marge d'une réunion de l'OIAC tenue à La Haye et a indiqué que le processus de ratification était en cours.

III. États n'ayant ni signé ni ratifié la Convention

20. Les 3 octobre 2006, 3 mai 2007 et 1^{er} octobre 2007, le Président a écrit aux ministres des affaires étrangères des États non parties à la Convention pour les encourager à adhérer à la Convention et les informer des faits nouveaux en rapport avec la Convention.

Andorre

21. Le 30 octobre 2007, un représentant d'Andorre a rencontré le Président à New York; il lui a fait part de son optimisme quant aux perspectives d'adhésion à la Convention, et s'est chargé de transmettre aux autorités de son pays les informations qui lui ont été communiquées.

Angola

22. L'Angola a participé au séminaire régional organisé pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale dans le cadre de l'Action commune de l'UE (Dakar, 17 et 18 avril 2007). Un représentant de l'Angola y a déclaré qu'il fallait sensibiliser davantage les responsables des politiques de son pays à l'existence de la Convention et à ses dispositions, ainsi qu'aux raisons pour lesquelles l'Angola devrait adhérer à la Convention. Le représentant a ajouté qu'en principe l'Angola voudrait probablement y adhérer, à condition de pouvoir obtenir de véritables garanties qu'il bénéficierait d'une assistance à cet égard. Le 6 novembre 2007, un représentant de l'Angola a rencontré le Président et l'Unité d'appui à l'application et a accusé réception des communications reçues, et les a informés que son pays s'efforçait actuellement de rattraper l'important retard accumulé dans les traités internationaux en attente de ratification.

Cameroun

23. Le 2 novembre 2007, en marge de la réunion tenue par l'OIAC à La Haye, un représentant du Cameroun a informé l'Unité d'appui à l'application que la procédure d'adhésion était engagée et que le Ministère de la défense avait adressé au Ministère de la justice un projet de loi, pour examen. Si l'examen de ce texte trouvait une issue positive, le processus d'adoption de la loi serait alors engagé. Les autorités s'efforçaient de trouver le meilleur moyen d'intégrer dans le droit interne les traités internationaux relatifs au droit humanitaire et, dans ce cadre, il avait été débattu de la Convention sur les armes biologiques. Le 6 novembre 2007, un représentant du Cameroun s'est entretenu avec le Président et l'Unité d'appui à l'application et leur a déclaré que, comme le Parlement camerounais tenait sa dernière session de l'année en décembre, il y avait peu de chances que la question de l'adhésion à la Convention sur les armes biologiques soit abordée concrètement avant la session suivante, au premier trimestre 2008. Le représentant souhaitait aussi savoir quelle assistance pourrait être fournie pour faciliter l'adhésion à la Convention.

Tchad

24. Le Tchad a participé au séminaire régional organisé pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale dans le cadre de l'Action commune de l'UE (Dakar, 17 et 18 avril 2007). Un représentant y a reconnu que l'adhésion à la Convention s'inscrivait dans la logique des obligations existantes contractées par le Tchad au titre d'autres traités internationaux et de l'action menée par ce pays pour lutter contre le terrorisme. Il a ajouté que les activités d'information telles que le séminaire organisé dans le cadre de l'Action commune de l'UE étaient susceptibles de favoriser l'adhésion, et que le Tchad souhaitait bénéficier de l'expérience acquise par d'autres pays dans les domaines visés par la Convention sur les armes biologiques, en particulier en ce qui concerne le recensement des principales parties prenantes nationales. Le 6 novembre 2007, un représentant du Tchad a rencontré le Président et l'Unité d'appui à l'application et leur a indiqué qu'il comptait approfondir avec les autorités de son pays la question de l'adhésion à la Convention sur les armes biologiques.

Comores

25. Les Comores ont participé au séminaire régional organisé pour l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est dans le cadre de l'Action commune de l'UE (Nairobi, 21 et 22 juin 2006). Un représentant y a indiqué que le processus d'adhésion à la Convention sur les armes biologiques avait été engagé et qu'il serait achevé au cours de l'année suivante. En octobre 2007, un représentant des Comores a informé le Président que les Comores avaient élaboré les mesures nationales voulues pour ratifier la Convention, que ces mesures avaient été adoptées lors d'une session extraordinaire du Conseil du Gouvernement, et qu'elles étaient actuellement en attente de la signature du Président des Comores.

Îles Cook

26. Les Îles Cook ont participé au séminaire régional organisé pour l'Asie et les îles du Pacifique dans le cadre de l'Action commune de l'UE (Bangkok, 8 et 9 novembre 2006). Un représentant a signalé qu'en leur qualité de petit État insulaire, les Îles Cook hésitaient à l'idée de surcharger leurs structures nationales. Il s'est également enquis des possibilités d'assistance pour

l'adhésion à la Convention sur les armes biologiques et a indiqué qu'en fin de compte l'adhésion ne nécessiterait qu'une décision du Conseil des ministres.

Djibouti

27. Djibouti a participé au séminaire régional organisé pour l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est dans le cadre de l'Action commune de l'UE (Nairobi, 21 et 22 juin 2006).

Érythrée

28. L'Érythrée a participé au séminaire régional organisé pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale dans le cadre de l'Action commune de l'UE (Dakar, 17 et 18 avril 2007).

Guinée

29. La Guinée a participé au séminaire régional organisé pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale dans le cadre de l'Action commune de l'UE (Dakar, 17 et 18 avril 2007). Un représentant de la Guinée y a expliqué que son pays avait engagé le processus d'adhésion à la Convention sur les armes biologiques et avait notamment commencé à sensibiliser les parties prenantes. Le représentant s'est dit convaincu qu'une connaissance plus approfondie de la Convention faciliterait l'adhésion à cet instrument.

Israël

30. Un représentant de la Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères d'Israël a adressé une lettre au Président, le 23 juillet 2007. Il y indiquait qu'Israël partageait l'avis selon lequel, si la menace d'une guerre biologique était de fait alarmante, il était impossible pour Israël de faire abstraction de la situation dans la région au moment d'examiner la question d'une éventuelle adhésion à la Convention sur les armes biologiques. Il y réaffirmait aussi que les autorités israéliennes espéraient sincèrement une amélioration de la situation régionale, qui permettrait d'examiner à nouveau cette question.

Kiribati

31. Aucune observation venant de Kiribati ou information sur ce pays n'a encore été reçue.

Îles Marshall

32. Les Îles Marshall ont participé au séminaire régional organisé pour l'Asie et les îles du Pacifique dans le cadre de l'Action commune de l'UE (Bangkok, 8 et 9 novembre 2006). Un représentant y a signalé que le processus d'adhésion de son pays n'était pas encore engagé. Un projet de loi relatif à l'adhésion à la Convention devait être soumis au Parlement pour approbation.

Mauritanie

33. Le 6 novembre 2007, le Président et l'Unité d'appui à l'application ont rencontré un représentant de la Mauritanie, qui s'est chargé de transmettre aux autorités de son pays les informations qui lui ont été communiquées.

États fédérés de Micronésie

34. Le 2 novembre, un représentant des États fédérés de Micronésie a rencontré l'Unité d'appui à l'application, en marge d'une réunion tenue par l'OIAC à La Haye et lui a indiqué que son pays avait commencé d'envisager d'adhérer à la Convention sur les armes biologiques, mais qu'il ne disposait pas d'autres informations pour l'instant.

Mozambique

35. Le Mozambique a participé au séminaire régional organisé pour l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est dans le cadre de l'Action commune de l'UE (Nairobi, 21 et 22 juin 2006). Le Ministre des affaires étrangères et de la coopération, M. Alcinda Antonio de Abreu, a écrit au Président le 4 juin 2007 pour l'informer que le processus d'adhésion de la République du Mozambique à la Convention en était à un stade avancé et devrait normalement s'achever sous peu. Le 2 novembre 2007, un représentant du Mozambique a rencontré l'Unité d'appui à l'application en marge d'une réunion tenue par l'OIAC à La Haye et lui a confirmé que le processus était bel et bien en cours.

Namibie

36. La Namibie a participé au séminaire régional organisé pour l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est dans le cadre de l'Action commune de l'UE (Nairobi, 21 et 22 juin 2006). Le 2 novembre 2007, des représentants de la Namibie ont rencontré l'Unité d'appui à l'application, en marge d'une réunion tenue par l'OIAC à La Haye, et lui ont déclaré que leur pays avait entamé le processus d'adhésion à la Convention mais qu'aucune autre information n'était alors disponible.

Nauru

37. Nauru a participé au séminaire régional organisé pour l'Asie et les îles du Pacifique dans le cadre de l'Action commune de l'UE (Bangkok, 8 et 9 novembre 2006). Un représentant y a déclaré que l'adhésion ne nécessiterait qu'une décision du Conseil des ministres.

Nioué

38. Nioué a participé au séminaire régional organisé pour l'Asie et les îles du Pacifique dans le cadre de l'Action commune de l'UE (Bangkok, 8 et 9 novembre 2006). Un représentant y a souligné que l'adhésion ne nécessiterait qu'une décision du Conseil des ministres.

Samoa

39. Le 31 octobre 2007, un représentant du Samoa a rencontré le Président à New York; il lui a confirmé que son pays avait bien reçu les lettres qu'il lui avait adressées, et qu'elles avaient été transmises au Cabinet du Ministre.

Tuvalu

40. Tuvalu a participé au séminaire régional organisé pour l'Asie et les îles du Pacifique dans le cadre de l'Action commune de l'UE (Bangkok, 8 et 9 novembre 2006).

Zambie

41. La Zambie a participé au séminaire régional organisé pour l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est dans le cadre de l'Action commune de l'UE (Nairobi, 21 et 22 juin 2006). Un représentant de la Zambie y a indiqué que son pays avait lancé le processus d'adhésion à la Convention, qui pourrait être achevé au cours de l'année suivante. Le 2 novembre 2007, un représentant de la Zambie a rencontré l'Unité d'appui à l'application en marge d'une réunion tenue par l'OIAC à La Haye et l'a informée que les procédures internes n'avaient pas progressé autant que cela avait été indiqué précédemment. Le 6 novembre 2007, un autre représentant du pays a rencontré le Président et l'Unité d'appui à l'application et les a informés que le retard enregistré dans le processus d'adhésion n'était dû qu'à des problèmes de ressources.

Annexe

**Liste des États parties à la Convention sur les armes chimiques qui
ne sont pas parties à la Convention sur les armes biologiques**

(Novembre 2007)

1. Andorre
2. Burundi*
3. Cameroun
4. Côte d'Ivoire*
5. Djibouti
6. Émirats arabes unis*
7. Érythrée
8. Guinée
9. Guyana*
10. Haïti*
11. Îles Cook
12. Îles Marshall
13. Kiribati
14. Libéria*
15. Madagascar*
16. Malawi*
17. Mauritanie
18. Micronésie (États fédérés de)
19. Mozambique
20. Namibie
21. Nauru
22. Népal*
23. Nioué
24. République-Unie de Tanzanie*
25. Samoa
26. Tchad
27. Tuvalu
28. Zambie

* Signataires de la Convention sur les armes biologiques (non ratifiée).